

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



SIXIÈME COMMISSION, 712^e
SÉANCE

Lundi 13 novembre 1961,
à 11 h 5

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 69 de l'ordre du jour:

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa treizième session (*suite*)..... 121

Président: M. César A. QUINTERO (Panama).

POINT 69 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa treizième session (A/4843, A/C.6/L.485 et Add.1 et Rev.1, A/C.6/L.486, L.488, L.490) [*suite*]

1. M. TOUNKINE (Président de la Commission du droit international) se félicite de constater que la recommandation de la Commission du droit international (A/4843, par. 27) tendant à réunir une conférence internationale de plénipotentiaires sur la question des relations consulaires paraît avoir recueilli, à la Sixième Commission, l'approbation générale. En effet, les projets de résolution qui ont été présentés contiennent tous deux une proposition dans ce sens. M. Tounkine est heureux, également, que le projet d'articles relatifs aux relations consulaires (*ibid.*, par. 37) ait rencontré lui aussi un accueil favorable de la part des membres de la Commission. Le succès de ce travail est dû essentiellement au rapporteur spécial, qui s'est acquitté brillamment de cette tâche très complexe. A la différence du droit diplomatique, il y a, dans le droit consulaire, moins de normes généralement admises sur lesquelles on peut se fonder; au surplus la diversité des données disponibles et des précédents créés par la pratique internationale rendent le sujet très difficile à analyser. Aussi M. Tounkine appuie-t-il sans réserve la proposition tendant à ce que le rapporteur spécial soit invité à participer à la prochaine conférence. Dans l'ensemble, le projet d'articles rédigé par le rapporteur spécial constitue une bonne base pour la conclusion d'une convention. Toutefois, les projets que les rapporteurs spéciaux présentent à la Commission du droit international doivent toujours être examinés à fond et discutés en détail par tous ses membres. Dans le cas présent, le projet du rapporteur spécial a fait l'objet de plusieurs amendements, et la version définitive est le fruit des efforts collectifs de la Commission tout entière. C'est donc à tous les membres de cet organe que reviennent les hommages rendus par la Sixième Commission. M. Tounkine tient à faire tout spécialement mention de l'excellent travail du Comité de rédaction — et surtout de son président — qui a réussi à résoudre non seulement les questions de forme, mais aussi de nombreux problèmes de fond.

2. M. STAVROPOULOS (Conseiller juridique) voudrait faire deux observations à propos de la conférence

de plénipotentiaires envisagée. En ce qui concerne la date à laquelle on pourrait réunir cette conférence, le Secrétariat pense que le début de 1963 conviendrait très bien. Comme la session annuelle de la Commission du droit international s'ouvrira vers la fin d'avril et qu'il serait bon que la conférence termine ses travaux avant le début des fêtes de Pâques, M. Stavropoulos suggère de convoquer la conférence pour le début de février, à supposer qu'elle dure sept semaines.

3. Le Conseiller juridique appelle ensuite l'attention de la Commission sur la note du Secrétaire général (A/C.6/L.490), qui indique le montant estimatif des dépenses qu'entraînerait la réunion de la conférence soit à New York, soit à Genève. Pour pouvoir présenter un état estimatif des dépenses additionnelles que provoquerait la réunion de la conférence à Barcelone, le Secrétariat devra procéder à de nouvelles consultations. Compte tenu de l'article 154 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, la Commission voudra peut-être attendre que ces chiffres lui soient communiqués avant de procéder à un vote définitif sur le projet de résolution (A/C.6/L.485/Rev.1), à moins qu'elle ne préfère voter sur les amendements (A/C.6/L.488) et sur le projet de résolution, laissant en suspens la question du lieu de réunion de la conférence.

4. Le PRÉSIDENT invite les membres de la Commission à exposer leurs vues sur la question de procédure soulevée par le Conseiller juridique. Puisque la discussion générale est maintenant terminée, il pense, pour sa part, que la Commission pourrait passer au vote sur le projet de résolution, étant entendu qu'elle déciderait plus tard de l'endroit où la conférence devrait se tenir.

5. M. SCHWEBEL (Etats-Unis d'Amérique) dit que, si les représentants qui sont en faveur de la formule recommandant d'inviter "tous les Etats" ont toujours l'intention de faire mettre aux voix leur amendement, il aimerait obtenir d'eux quelques éclaircissements touchant les régions géographiques ou les entités qui, par l'application de cette formule, devraient être invitées à participer à la conférence.

6. M. PERERA (Ceylan) pense que le Conseiller juridique sera sans doute le premier à reconnaître que, dans sa brève intervention sur ce point (711^{ème} séance, par. 38), il n'a nullement cherché à épuiser le sujet. En réponse au représentant des Etats-Unis, M. Perera souligne que la formule générale visant "tous les Etats" a été utilisée par le passé dans plusieurs résolutions de l'Assemblée générale. Dans le cas présent, cependant, puisqu'il s'agit d'adresser des invitations individuelles, il serait peut-être préférable d'être plus explicite. Pour leur part, les auteurs de l'amendement ont indiqué leur position très clairement. Il y a évidemment certains Etats qui, bien qu'exclus des conférences des Nations Unies, n'en sont pas moins reconnus par plusieurs autres

Etats, y compris des Etats Membres de l'ONU. On peut citer comme exemples la République démocratique allemande, la République populaire démocratique de Corée, la République démocratique du Viet-Nam et, bien que la question de la représentation de la Chine soit actuellement soumise à l'Assemblée générale, la République populaire de Chine, qui, seule, représente l'Etat chinois. M. Perera ne pourrait donner d'autres précisions au représentant des Etats-Unis sans entrer dans le détail des définitions juridiques des éléments constitutifs de l'Etat selon les manuels de sciences politiques ou même selon la Charte des Nations Unies. Si le Conseiller juridique le désire, on pourrait présenter une liste des Etats à inviter à la conférence envisagée. Toutefois, comme les invitations sont invariablement adressées aux gouvernements des Etats intéressés, il devrait, semble-t-il, être relativement facile de déterminer leurs destinataires. Si l'accord ne peut se faire sur ce point, la délégation ceylanaise se verra contrainte d'insister pour qu'il soit procédé à un vote distinct sur le point 7 des amendements communs (A/C.6/L.488).

7. M. PATTABHI RAMAN (Inde) n'a pas grand-chose à ajouter à ce que vient de dire le représentant de Ceylan. Il se bornera à rappeler que, dans sa dernière intervention (710^{ème} séance, par. 29), il a souligné la nécessité d'une décision unanime sur tous les points du projet de résolution. Puisque des divergences de vues subsistent au sujet des Etats à inviter à la conférence, peut-être serait-il préférable de mettre séparément aux voix ce point litigieux.

8. M. EVANS (Royaume-Uni) dit que l'intervention du représentant de Ceylan appelle quelques observations, afin que la Commission soit absolument au clair en ce qui concerne les conséquences de la formule visant à inviter "tous les Etats". Le représentant de Ceylan a mentionné quatre régions, ou entités, auxquelles il estime que des invitations devraient être adressées: l'Allemagne de l'Est, la Corée du Nord, le Viet-Nam du Nord et la République populaire de Chine. Les trois premières ne sont reconnues que par une très petite minorité d'Etats Membres de l'ONU; il serait donc peu indiqué que la Commission demande à l'Assemblée générale d'inviter ces Etats à participer à la conférence de plénipotentiaires envisagée. Quant à la République populaire de Chine, la question n'est pas de savoir s'il s'agit bien d'un Etat, mais si cette région a le droit d'envoyer un représentant à l'ONU et à la conférence proposée. Cette question a déjà été soulevée sous une autre forme à la présente session de l'Assemblée générale. Dans ces conditions, M. Evans estime que la seule solution appropriée qui s'offre à la Commission est d'adopter la formule proposée au paragraphe 5 du projet de résolution révisé.

9. M. SCHWEBEL (Etats-Unis d'Amérique) appuie la déclaration faite par le représentant du Royaume-Uni. Il fait observer que, même si la formule préconisant l'invitation de "tous les Etats" était adoptée, ses partisans n'atteindraient pas l'un de leurs objectifs fondamentaux, qui est d'obtenir la représentation de la République populaire de Chine, puisque de toute manière, en supposant que la Chine soit représentée à l'ONU en 1963 de la même manière qu'actuellement, seuls ceux qui représenteraient à cette époque la Chine à l'Organisation seraient invités à la conférence.

10. M. PECHOTA (Tchécoslovaquie) rappelle que l'on a souligné au cours de la discussion générale

que le but de la codification du droit consulaire — comme d'ailleurs du droit international en général — était de favoriser le développement de relations amicales entre Etats. Tel est le principe sur lequel la délégation tchécoslovaque s'appuie pour examiner la question actuellement en discussion. En s'efforçant de codifier le droit international, l'ONU agit au nom de la communauté internationale et tous les Etats sans distinction devraient participer à cette œuvre. Le représentant du Royaume-Uni a fait valoir que certains des Etats auxquels s'appliquerait la formule préconisant l'invitation de "tous les Etats" n'étaient pas reconnus par tous les membres de la communauté internationale. Mais, si l'on étudie cet argument de plus près, on constate que seul un groupe d'Etats, ceux qui composent le bloc occidental, ne les reconnaissent pas. La République démocratique du Viet-Nam, par exemple, est reconnue non seulement par les pays socialistes, mais aussi par un certain nombre de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. En outre, il est un principe généralement admis selon lequel tous les Etats devraient avoir le droit de participer à l'élaboration d'une convention dont le but est de formuler des règles générales d'application universelle, et d'adhérer à une telle convention. La convention sur les relations consulaires envisagée fait précisément partie de cette catégorie de traités: même des Etats qui n'entretiennent pas de relations diplomatiques établissent souvent entre eux des relations consulaires. Compte tenu de ce fait, si la Commission tient à garantir l'application de la convention sur les relations consulaires, elle ne doit pas limiter la participation à cette conférence. S'agissant de la République populaire de Chine, il est bien évident que c'est l'Etat chinois qui est Membre de l'ONU, et que le gouvernement qui doit être invité à la conférence est le gouvernement central de la République populaire de Chine, car il est le seul représentant légitime de cet Etat.

11. M. MACHOWSKI (Pologne) est heureux de constater que les auteurs du projet de résolution des huit puissances (A/C.6/L.485 et Add.1) ont accepté la plupart des amendements que l'on a proposé d'apporter à ce projet. L'esprit de coopération et de compréhension dont ils ont fait preuve les a amenés à présenter un texte révisé qui est presque identique au projet de résolution des six puissances (A/C.6/L.486) dont la délégation polonaise était coauteur. En fait, les deux textes sont si voisins que la délégation polonaise pourrait approuver le projet révisé, à l'exception des dispositions de son paragraphe 5. Sur ce point, la délégation polonaise ne souhaite pas répéter les vues qu'elle a déjà exposées au cours de la discussion générale, mais elle tient à souligner l'importance considérable que la Pologne attache à l'universalité des conférences ayant pour objet la codification et le développement du droit international. La délégation polonaise est fermement convaincue que l'on ne devrait empêcher aucun pays de contribuer à la codification du droit des nations et elle lance un nouvel appel aux membres de la Sixième Commission pour qu'ils appuient le point 7 des amendements communs. En ce qui concerne la déclaration faite par le représentant du Royaume-Uni, M. Machowski souligne que les arguments de ce dernier touchant le nombre d'Etats qui ont reconnu la République populaire démocratique de Corée, la République démocratique du Viet-Nam, la République populaire mongole et la République démocratique allemande ne sont pas pertinents, étant donné qu'un certain

nombre des Etats auxquels s'applique la formule "Etats Membres" ont des relations diplomatiques beaucoup plus réduites que les quatre Etats susmentionnés. Enfin, le représentant de la Pologne tient à s'associer au point de vue que le représentant de Ceylan a si bien exprimé.

12. M. PERERA (Ceylan), répondant aux déclarations des représentants du Royaume-Uni et des Etats-Unis, fait observer que la question n'est pas de savoir si une entité est ou non reconnue comme Etat par un grand nombre d'autres Etats, mais si cette entité constitue ou non un Etat. A cet égard, il est quelque peu difficile de concevoir que des entités telles que le Saint-Siège, le Liechtenstein, Monaco et Saint-Marin soient invitées à participer à la conférence, étant donné l'importance que la formule "Etats Membres" donne à la qualité d'Etat. Par le passé, la Sixième Commission a toujours adopté la solution la plus facile, mais le moment est venu d'en rechercher une meilleure qui tienne compte des circonstances de l'heure.

13. Le Gouvernement ceylanais ne reconnaît qu'une seule Chine, représentée par le gouvernement central du peuple à Pékin. Le fait qu'un autre gouvernement prétendant représenter la Chine siège à l'Organisation des Nations Unies ne soulève que la question de savoir à qui il convient d'adresser l'invitation. Il est vrai que, si, en 1963, la question de la représentation de la Chine était déjà réglée, le gouvernement central du peuple serait de toute manière invité à la conférence; cependant, étant donné que la question des invitations à la conférence est examinée dans les circonstances actuelles, il n'y a aucune raison de remettre à plus tard l'invitation du Gouvernement central de la République populaire de Chine.

14. M. E. K. DADZIE (Ghana) rappelle qu'au cours d'une intervention précédente (709ème séance, par. 7), il a souligné que, si l'on adoptait la formule "Etats Membres", la République fédérale d'Allemagne, le Saint-Siège, le Koweït, le Liechtenstein, Monaco, la République de Corée, la République du Viet-Nam, Saint-Marin et la Suisse seraient invités à participer à la conférence, bien que ces pays ne soient pas membres de l'ONU. Donc, seules seraient exclues la République démocratique allemande, la République populaire démocratique de Corée, la République démocratique du Viet-Nam et la République populaire de Chine. Rien ne justifie l'exclusion de ces quatre Etats. En outre, le représentant du Ghana ne voit pas à quelles difficultés, d'ordre administratif ou autre, on pourrait se heurter lorsqu'il s'agira de lancer les invitations. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a indiqué que, même si l'on adoptait la formule "tous les Etats", seul le Gouvernement national de la République de Chine serait invité. Tel n'est certainement pas le but visé par cette formule, qui impliquerait bien au contraire que l'invitation soit adressée au Gouvernement central de la République populaire de Chine.

15. M. MUSTAFA (Pakistan) constate que les membres de la Sixième Commission sont en train de reprendre la discussion de questions pour l'examen desquelles cette commission n'offre pas une tribune appropriée. Le problème ne pourrait guère être réglé par la solution simple que proposent les auteurs de l'amendement dont est saisie la Commission. Aussi la délégation pakistanaise appuie-t-elle le point de vue exprimé par le représentant du Royaume-Uni.

16. M. JUSUF (Indonésie) dit que, de l'avis de sa délégation, la reconnaissance diplomatique n'est pas

une condition préalable à l'établissement de relations consulaires. Son gouvernement estime que le Gouvernement de la République populaire de Chine est le seul gouvernement de la Chine, et l'Indonésie entretient avec lui des relations diplomatiques et consulaires. Le seul fait qu'un Etat participe à une conférence juridique aux côtés d'un autre Etat qu'il ne reconnaît pas n'implique pas la reconnaissance de ce dernier Etat. Enfin, la délégation indonésienne pense que la Sixième Commission a compétence pour régler la question.

17. M. CHAMMAS (Liban) propose que le point 7 des amendements communs s'applique désormais au paragraphe 5 du projet de résolution révisé.

Il en est ainsi décidé.

18. M. PERERA (Ceylan) pense que l'expression "en 1963, à une date appropriée", qui figure au paragraphe 4 du projet de résolution révisé, est quelque peu vague; il propose, si les auteurs n'y voient pas d'objection, de la remplacer par les mots "en février 1963".

19. M. STAVROPOULOS (Conseiller juridique) fait observer que le Secrétariat n'est pas en mesure de prendre des engagements fermes au sujet de la date exacte de la conférence; toutefois, la Sixième Commission est libre de préciser que la conférence devra être convoquée soit "en février 1963", soit "au début de 1963".

La proposition du représentant de Ceylan est adoptée.

20. Le PRESIDENT dit qu'il ressort du débat que les membres de la Commission sont d'accord pour que le paragraphe 4 du projet de résolution révisé soit modifié comme suit: "Prie le Secrétaire général de convoquer la conférence à ... en février 1963", le lieu de la conférence étant laissé en blanc. Il propose alors à la Commission de voter sur ledit projet de résolution tel qu'il a été modifié par le point 7 des amendements communs.

A la demande du représentant de Ceylan, il est procédé à un vote séparé et par appel nominal sur le point 7 des amendements communs (A/C.6/L.488).

L'appel commence par le Danemark, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Ghana, Guinée, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Mali, Mongolie, Maroc, Népal, Pologne, Roumanie, Tunisie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Ceylan, Cuba, Tchécoslovaquie.

Votent contre: Danemark, Salvador, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Islande, Irlande, Israël, Italie, Côte-d'Ivoire, Japon, Jordanie, Liban, Luxembourg, Madagascar, Mauritanie, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Panama, Philippines, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Thaïlande, Togo, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Chypre, Dahomey.

S'abstiennent: Fédération de Malaisie, Finlande, Iran, Libéria, Libye, Nigéria, Pérou, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Yémen, Cameroun.